

**Pourquoi le Tribunal du Khmer Rouge a toute son importance pour la
Communauté cambodgienne:
Justice pour l'avenir, non pas pour les Victimes
par
Youk Chhang
Directeur, Centre de Documentation du Cambodge
Phnom Penh, Cambodge**

Ma famille fut déplacée à la campagne durant la période du régime de la Kampuchéa Démocratique. Un jour, le Khmer Rouge attrapa mon beau-frère alors qu'il volait du riz de la cuisine communautaire et le battit à mort. Sa femme (ma sœur) développa un mal d'estomac plus tard la même nuit et fut emmenée à un hôpital Khmer. Là, ils lui dirent qu'elle était malade parce qu'elle avait mangé du riz volé et lui coupèrent son estomac ouvert pour le prouver. Elle mourut aussi.

Trente ans plus tard, notre famille est divisée concernant le fait de savoir si mettre le Khmer Rouge au procès leur apporterait justice pour la mort de ma sœur. Après le régime, le chef d'un village où certains de mes membres de ma famille ont disparu s'est rendu à bicyclette jusqu'à Phnom Penh pour faire des excuses à notre famille, nous apportant des bananes et de la viande comme une sorte de restitution. Personne dans la famille n'accepta son excuse, à part ma mère qui disait que cela était suffisant. Son attitude est très Bouddhiste et son acte mit son cœur en paix. Elle n'a jamais voulu que je retourne au Cambodge pour travailler sur un compte-rendu légal des crimes commis durant la Kampuchéa Démocratique et n'a jamais compris pourquoi je ne suis pas resté aux Etats-Unis. Avec le temps, ma mère vint à croire que le tribunal était une bonne chose, mais estimant qu'il serait efficace uniquement avec l'appui de la communauté internationale. Ma nièce Theavy prend un autre point de vue. Elle n'avait que cinq ou six ans lorsque ses parents moururent et a vécu la plupart de sa vie aux Etats-Unis. Elle m'a écrit une fois en disant, "je ne crois pas que la justice suffise pour ce qui est arrivé à ma famille. Aucune justice dans le monde ne me rendra ma famille." Elle n'a jamais voulu retourner ou même visiter les membres de la famille survivants au Cambodge, croyant que, selon elle, la réalité du Cambodge n'est qu'une illusion.

Je prends un point de vu différent : celui que le tribunal est important et que nous avons besoin de la poursuivre avant que nous puissions atteindre le vrai pardon. La justice a déjà été obtenue à un certain degré : il a été distribué au niveau local dans les années 1980, quand le peuple avait pris la loi entre ses propres mains en tuant un grand nombre des pires criminels du Khmer Rouge. C'est pourquoi, j'estime que les procès - s'ils sont couronnés de succès - n'apporteront pas autant la justice aux victimes mais plutôt donneront aux gens la perception que la justice est possible à l'avenir. La plus grande famille cambodgienne, tant à la maison qu'à l'étranger, est aussi divisée par rapport aux procès. C'est parce que le génocide a toujours été un acte politique et le sera toujours. Après 30 ans, la plus grande partie des personnes sont passée au-delà du besoin de la vengeance personnelle. Ils sont concernés de quelle manière les procès affecteront leur avenir et celui de leur pays, mais leur perception de la justice provient de perspectives politiques très différentes.

Les Survivants au Cambodge

Il y a deux camps dans ce groupe. Le premier est celui des survivants qui soutiennent le tribunal. La plupart d'entre eux n'ont jamais été hors du pays et ont décidé qu'au moins une partie de leur futur se trouve avec le règne du parti du peuple cambodgien (CPP), qu'ils perçoivent comme ayant libéré le Cambodge du Khmer Rouge et, dans les années 90, combattant pour mettre les guérilleros au pied, alors que la communauté internationale ignorait le Cambodge. Comme preuve de l'intention de leur parti de sponsoriser des procès honnêtes, ils présentent les fonctionnaires de gouvernement du rang du CPP qui sont d'anciens Khmer Rouge et qui ont publiquement fait part leur volonté d'apparaître devant le tribunal. Ils notent également l'incapacité des Nations Unies de porter le Khmer Rouge aux urnes dans les élections nationales de 1992-1993, de ce fait n'instituant pas la règle de la loi au Cambodge. Ce groupe se méfie de la communauté internationale, et trouve l'ONU au moins partiellement fautive pour la culture d'impunité qui sévit dans le pays.

Le deuxième camp comprend beaucoup de personnes étant revenues des camps de la frontière thaïs dans les années 90. Elles sont généralement opposées au gouvernement, et croient que les problèmes nationaux tels que la pauvreté et la corruption sont liés directement au CPP. Ils jugent que les procès serviront seulement à polir l'image du parti dirigeant. Ainsi, ils réclament plus d'autorité internationale sur les démarches et voudraient voir certains fonctionnaires du CPP être traduits en justice, espérant entraîner le gouvernement actuel dans l'effilochure.

Cambodgiens expatriés

Ce groupe fortement politisé est également divisé. Un camp soutient le gouvernement et est très vocal dans son soutien du tribunal. Certains d'entre eux sont revenus au Cambodge et s'impliquent dans les questions relatives au tribunal, espérant ainsi améliorer leurs opportunités économiques en gagnant la faveur du parti dirigeant.

Trois autres groupes s'opposent aux procès. Le premier comporte les défenseurs de l'ancien Roi Sihanouk qui s'inquiètent qu'il pourrait être ordonné de comparaître devant les assemblées (il y a de tels défenseurs parmi ceux qui habitent toujours au Cambodge). Comme le roi, ils soutiennent le fait que l'argent consacré aux procès serait mieux employé pour soulager la pauvreté au Cambodge. Le second se compose de personnes opposées au CPP pour des raisons politiques ; certaines ont put obtenir des visas pour des pays du tiers monde, après la chute de la Kampuchéa démocratique, en adoptant une posture anti-communiste vigoureuse qu'elles maintiennent à ce jour (durant les années 80 le CPP était fermement associé au parti communiste vietnamien dirigeant). Et le dernier est un petit groupe d'immigrés qui étaient Khmer Rouge ; ils ont simplement peur que leurs anciennes vies pourraient être révélées.

La Prochaine Génération

Bien qu'ils ne soient pas politisés, les enfants des survivants de la Kampuchéa démocratique sont une partie bourgeonnante de la population, et leurs croyances et espérances doivent être prises en considération. Ce groupe est en quelque sorte plus cohésif et plus nationaliste. La plupart d'entre eux trouvent difficile de croire que les Cambodgiens auraient pu s'entre-tuer ; ainsi, ils estiment que les étrangers doivent être la cause du génocide dans leur pays. Certains d'entre eux sont curieux d'apprendre ce qui s'est produit, mais n'ont pas ce qu'on appellerait « un agenda politique. » D'autres sont beaucoup plus intéressés à trouver la justice pour les victimes, et perçoivent le génocide en termes de noir et blanc : le Khmer Rouge a toujours été, et sera toujours, mauvais. Les deux groupes, cependant, semblent beaucoup plus capables de dialoguer les uns avec les autres que les survivants adultes.

Opportunités pour l'ECCC

Sans doute la question la plus brûlante concernant le tribunal est que si le gouvernement du Cambodge et l'ONU - qui a indirectement soutenu le Khmer Rouge dans le passé (le gouvernement par l'octroi d'amnistie en échange pour la paix durant les années 90 et l'ONU en permettant au Khmer Rouge de tenir leur siège aux Nations Unies pendant dix ans) – peuvent trouver une solution qui aide chacune des parties disparates à trouver l'espoir pour l'avenir par le biais du tribunal.

Le gouvernement royal et l'ONU ont chacun des arguments justificatifs pour leurs actions, mais aux yeux des survivants et de la génération cambodgienne de moins de 25 ans, ils ont beaucoup d'explications à fournir. Ironiquement, le tribunal présente une grande occasion pour chacun d'entre eux de gagner la confiance et le respect au Cambodge. Si le gouvernement est perçu comme étant ouvert et juste, la confiance publique résultante lui permettrait d'avancer avec son ordre du jour politique. Les actions semblables de la part de l'ONU produiraient le soutien populaire et gouvernemental pour ses activités au Cambodge. Un succès si visible lui permettrait également d'avancer son ordre du jour qui est d'empêcher, d'intervenir, ou de poursuivre en justice les auteurs de génocides dans d'autres régions du monde.

Une manière très importante par laquelle l'ECC gagne la confiance des gens est en engageant le public de manière transparente et équitable. Que toutes ces parties diverses aiment ou n'aient pas les résultats est moins important que si leurs soucis aient été pris en considération en premier lieu : que quelqu'un les aient écouté et pris sérieusement. Par exemple, lorsque le roi appelle l'ONU pour venir lui parler, ils devraient y aller. Les royalistes seraient encouragés et tous les autres verraient que tous les versions de l'histoire sont entendues. Si l'évidence indique que certains dirigeants actuels du CPP devraient être accusés, alors ils devraient l'être. Ceci montrera au Cambodge et au monde que la justice est pour tous, et que ceux qui sont au pouvoir n'y échappent pas. Quelque soit la réponse de l'ECCC, elle devrait être ouverte et publique. Le Cambodge en a eu assez de la justice gérée derrière des portes fermées.

Il est essentiel que l'ECCC fournisse des réponses à tous ces groupes au sujet de qui est responsable et pourquoi. Le tribunal doit laisser les gens avec un jugement, quelque chose de concret qu'ils puissent emporter et discuter, et quelque chose qu'ils pensent ait été rendu équitablement dans l'intérêt de tous. Après tout, c'est pour eux que les procès auront lieu.